

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pas d'empiètement sur le droit de grève

A INSI donc les marins en grève seraient coupables de « perturber l'économie nationale ».

Les postiers seraient coupables d'asphyxier la vie économique du pays.

Les éboueurs seraient coupables de faire entrer les rats dans Paris.

Quant à ceux de la navale de quoi sont-ils coupables ? Sans doute de faire preuve d'un attachement excessif à leurs emplois.

Par les temps qui courent, voilà la grève redevenue l'ennemi public numéro 1. C'est le gouvernement lui-même qui instruit le procès, et c'est Hersant qui assure la publicité des débats !

Assurément, ce n'est pas la première fois qu'on entend ce genre de discours anti-grève. Pas la première fois que des capitalistes repus nous expliquent que les grévistes sont des privilégiés. Pas la première fois que ceux qui licencient par milliers nous expliquent que les revendications ouvrières « exorbitantes » provoquent le chômage.

Pour autant, la menace ne doit pas être prise à la légère. Les campagnes d'opinion peuvent bien se transformer en attaques directes contre le droit de grève.

Quand les capitalistes s'extasient sur les succès de leurs concurrents des USA, du Japon ou de la RFA, les pays du « peloton de tête », comme dit Giscard, ce qui retient leur attention c'est la « discipline sociale » qui permet de réaliser de gros profits.

Pouvoir licencier, baisser les salaires, aggraver les conditions de travail, remettre en cause les avantages acquis, sans qu'il y ait de réaction tel est le rêve que caressent les patrons.

C'est cette mise au silence de la classe ouvrière que Giscard voudrait obtenir pour que les monopoles puissent « gagner ».

S'attaquer au droit de grève, engager les syndicats dans la voie piégée de la concertation, voilà le genre de moyens que Giscard-Barre envisageait pour mettre au pas et réduire au silence les travailleurs. C'est pourquoi le moindre empiètement, le moindre remise en cause de ce droit conquis au prix du sang doit être combattu avec la plus grande énergie, et pas seulement par les marins ou les postiers, mais par l'ensemble de la classe ouvrière.

Pierre MARCEAU

Mort dans les égouts

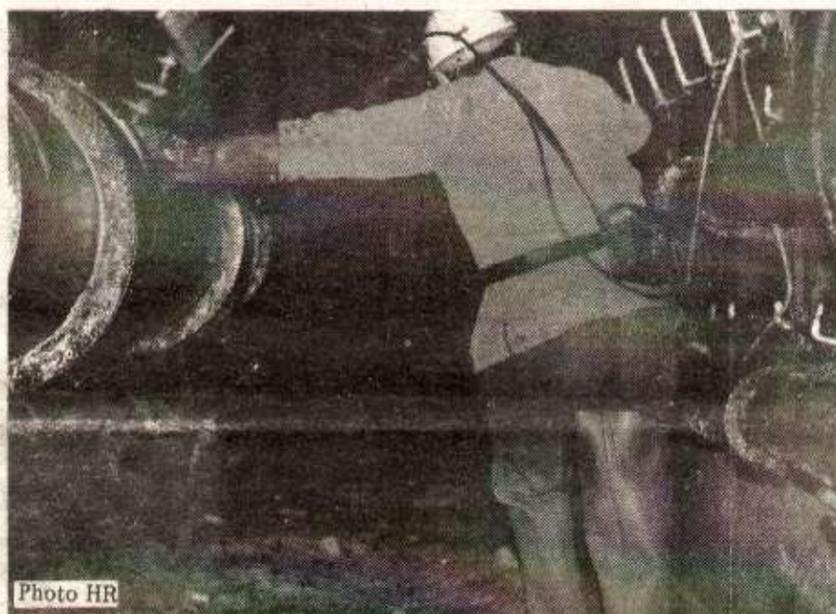


Photo HR

1 mort et 6 blessés graves à Clichy. Au début de l'année les égoutiers avaient lutté plus de 2 mois pour une meilleure sécurité. Chirac n'avait pas cédé.

PLUS de 100 000 accidents graves dont environ 3 000 morts : c'est en moyenne chaque année le lourd bilan de ce qu'on appelle accidents du travail. En fait le plus souvent le résultat de mauvaises conditions de travail : cadences épuisantes, transports dangereux, sécurité non assurée... Sans compter les « maladies professionnelles ».

Quand les ministres parlent de sécurité, ce n'est pas de celle-là qu'ils parlent !

Le gouvernement en temps que patron ou les patrons qu'il représente en sont pourtant les premiers responsables.

(Voir article page 3)

Qui menace la paix en Asie du Sud-Est ?

- Le président du Laos dénonce les rumeurs antichinoises
- Singapour met en garde le Vietnam

DANS le Sud-Est asiatique, la vigilance est de plus en plus à l'ordre du jour à l'égard du Vietnam. Ses préparatifs pour une nouvelle agression contre le Kampuchea n'échappent à personne et suscitent de sévères mises en garde. De plus, la propagande vietnamienne, tentant de faire croire que c'est la Chine qui prépare la guerre, rencontre peu d'échos. C'est ainsi que le président du Laos a mis le holà aux rumeurs antichinoises et que l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique), par Singapour interposé, a mis en garde le Vietnam en cas de nouvelle agression contre le Kampuchea.

phanouvong, a récemment déclaré que certains cherchaient à créer la division entre les peuples lao et chinois : « Ce qui est particulièrement grave, c'est que, récemment, ils ont fait une nouvelle propagande, prétendant que la Chine était un nouvel appui des réfugiés laos et qu'elle attaquerait le Vietnam et partant le Laos, etc. (...) Cette rumeur est extrêmement perfide et dangereuse. Elle vise à provoquer inquiétude et panique parmi les masses populaires pour qu'elles perdent confiance dans les principes politiques de notre pays et à créer la division entre les peuples lao et chinois ».

Cette déclaration est très significative : au mois d'août, l'URSS avait répandu une « nouvelle » selon laquelle le chef d'une bande armée de Méos du Laos s'était rendue secrètement à Pékin pour y recevoir des armes. Cette nouvelle avait été démentie par la Chine et par le chef de cette bande lui-même. On sait aussi que le Vietnam

(qui a plus de 50 000 soldats au Laos) avait aussi propagé ce mensonge ainsi que la thèse selon laquelle la Chine serait prête à attaquer le Vietnam et le Laos.

On voit donc bien qui répand de faux bruits et qui veut semer la zizanie entre la Chine et le Laos.

D'autre part, le vice-premier ministre du Kampuchea, Ieng Sary, poursuit avec succès sa visite dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique, rencontrant la compréhension et le soutien de pays, inquiets de l'expansionnisme du Vietnam dans la région. Par contre, le Vietnam est de plus en plus isolé : il semble que la visite du premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, à Singapour, la semaine dernière, ne se soit pas très bien déroulée. C'est ainsi que le premier ministre de Singapour a exprimé sa méfiance en disant : « Singapour et le Vietnam pourront établir une meilleure confiance mutuelle en joignant la parole à l'acte ».

L'agence UPI indique que les dirigeants de Thaïlande, des Philippines, de l'Indonésie et de Malaisie avaient fait les mêmes remarques, lors de la tournée de Pham Van Dong dans leur pays.

Enfin, le gouvernement de Singapour a déclaré à Pham Van Dong que « l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) observera comment Hanoï applique ces principes de coexistence à son voisin, le Cambodge ».

La mise en garde est sévère. Décidément, le Vietnam a du mal à faire avaler son projet de nouvelle agression contre le Kampuchea.

Claur IRIA

Jacques Jurquet sera interviewé le samedi 28 octobre à 12h05 sur France-Inter

Liban

Le président Sarkis décrète le désarmement des milices

Le président Sarkis et le gouvernement libanais viennent de prendre une série de mesures visant à renforcer l'autorité de l'Etat libanais sur son propre territoire, et ce, en application des accords de la conférence de Beiteddine qui avait réuni, la semaine dernière, les pays participant à la Force arabe de dissuasion (FAD). Elles visent au désarmement des milices libanaises, à la réorganisation de l'armée sur une « base équilibrée » afin qu'elle puisse, à terme, prendre la relève de la FAD. Les mesures visent également à la suppression des moyens d'information illégaux, notamment de la radio des phalangistes. D'autre part, des mesures sont prévues contre tout Libanais qui collaborerait avec l'Etat sioniste.

Si elles paraissent à première vue d'application difficiles, ces mesures n'en seraient pas moins une voie vers une solution libanaise du problème libanais. En désarmant les milices, le gouvernement libanais s'assurerait ainsi le contrôle de l'ensemble du pays sans avoir nécessairement recours, comme cela est le cas depuis 1975, à des forces étrangères au pays. Encore faut-il que ce désarmement ne soit pas unilatéral et qu'il concerne également les milices chrétiennes de Gemayel et de Chamoun. Cela risque de ne pas aller tout seul.

Un certain nombre de mesures prises après dis-

Contre l'application de la nouvelle loi agraire

Des centaines de milliers d'ouvriers agricoles en lutte au Portugal

UN nouveau premier ministre vient d'être nommé par le président de la République. Il s'agit de Mota Pinto, un « indépendant ». Mota Pinto devra constituer un gouvernement qu'il présentera devant l'Assemblée à la mi-novembre. Lassés par cette crise politique qui dure maintenant depuis trois mois, les Portugais ne mettent pas cette nouvelle au centre de leurs préoccupations. On parle davantage de la lutte qui se mène dans l'Alentejo, une lutte qui concerne des centaines de milliers d'ouvriers agricoles.

L'Alentejo, une région située au sud du Portugal, est aujourd'hui le terrain de grandes luttes d'ouvriers agricoles. Cette lutte est dirigée contre l'application de la nouvelle loi agraire appelée loi Barreto.

L'ALENTEJO DU FASCISME A AUJOURD'HUI

Sous le fascisme, cette ré-

gion était sous la coupe de grands propriétaires qui possédaient des latifundias.

Ces terres étaient travaillées par des centaines de milliers d'ouvriers agricoles. Ils sont aujourd'hui 400 000.

La révolte de ces ouvriers a toujours été à la mesure de leurs difficiles conditions de vie et de travail. Les luttes très dures, même sous le

fascisme, n'étaient pas rares.

Autant dire que la Révolution du 25 avril 1974 fut bien accueillie chez ces travailleurs, les terres ont été réquisitionnées aussitôt. Certains gros propriétaires sont alors partis au Brésil attendant un moment plus propice pour revenir.

C'est en mars 1975 qu'une organisation est mise en place. Les terres deviennent propriété d'Etat, les latifundias cèdent la place aux Unités collectives de production. Les écoles, crèches, petites usines liées à l'agriculture sont gérées par ces Unités dirigées par le syndicat, autrement dit par le PCP.

Très vite, l'espoir des travailleurs fit place à la déception. En 1975, notamment, le PC exerçait une véritable direction social fasciste sur les travailleurs. Quant au niveau de vie, il est toujours extrêmement faible, les ou-

vriers ne touchent même pas le salaire minimum.

LA LOI BARRETO

Puis survint la loi Barreto, votée lors du gouvernement Soares. Le but de la loi : remettre en cause ce qui avait été acquis le 25 avril. L'un de ses objectifs est de briser l'organisation existante. Désormais, ce ne sera plus le syndicat qui dirigera mais une administration nommée par le gouvernement. Mais, surtout, cette loi prévoit le retour des terres aux anciens propriétaires. Il s'agit de la restitution de « réserves », terres peu exploitées servant de terrain de chasse ou autres mais aussi des propriétés n'excédant pas la valeur de 70 000 points. Le point est calculé en fonction de la productivité de la terre en question. Ainsi, il sera possible de voir à nouveau des propriétés privées de 200 hectares (si la terre est peu productive). Ces propriétés reviendront dans les mains des anciens propriétaires.

Cette loi, bien que votée par le gouvernement Soares

n'est appliquée que maintenant. Le gouvernement d'transition, dirigé par Nbre Da Costa, qui a pour rôle d'expédier les affaires courantes s'est efforcé de la mettre en application. Les ouvriers agricoles ont réagi immédiatement et la semaine dernière, ils se sont affrontés violemment à la Garde nationale envoyée contre les travailleurs en lutte. Mar dernier, ils étaient en grève générale.

LE ROLE DU PCI

Le PC joue un rôle très important dans la région, puisque de fait, c'est lui qui dirige ces unités. Au départ, il n'a pas bougé, voulant régler le problème en négociant avec le gouvernement la réduction du nombre de restitutions. En vain. Alors, pour canaliser le mouvement déjà commencé, pour ne pas se couper des travailleurs, le PC a appelé mardi dernier à la grève générale dans la région. Mais attention, la grève ne devait durer que dix à trente minutes !

Le PC compte également utiliser cette action pour montrer sa force afin de faire pression sur le prochain gouvernement auquel il espère bien participer.

Une telle grève, même si elle fut de grande ampleur, ne suffit pas pour aboutir au succès. Les ouvriers agricoles n'ont pas envie de voir revenir ces anciens propriétaires et sont prêts à tout contre cela. Le PC sera probablement contraint d'organiser (il est le seul parti à pouvoir le faire dans cette région) d'autres luttes.

UN PROBLEME DIFFICILE POUR LA BOURGEOISIE

La question agraire préoccupe depuis longtemps déjà le gouvernement. Soares n'avait pas osé imposer l'application de la loi Barreto craignant ce mouvement de colère des travailleurs. Toutefois, elle correspond à une politique d'ensemble qui ne s'est concrétisée que peu à peu, politique qui consiste à faire un retour en arrière, à redonner de la force à la bourgeoisie qui tenait le haut du pavé sous le fascisme. Que ce soit à la terre ou dans les usines, les ouvriers se mobilisent contre ce retour à un temps qu'ils espèrent à tout jamais révolu.

Evelyn LE GUEN

Erythrée

L'armée éthiopienne acculée à la défensive

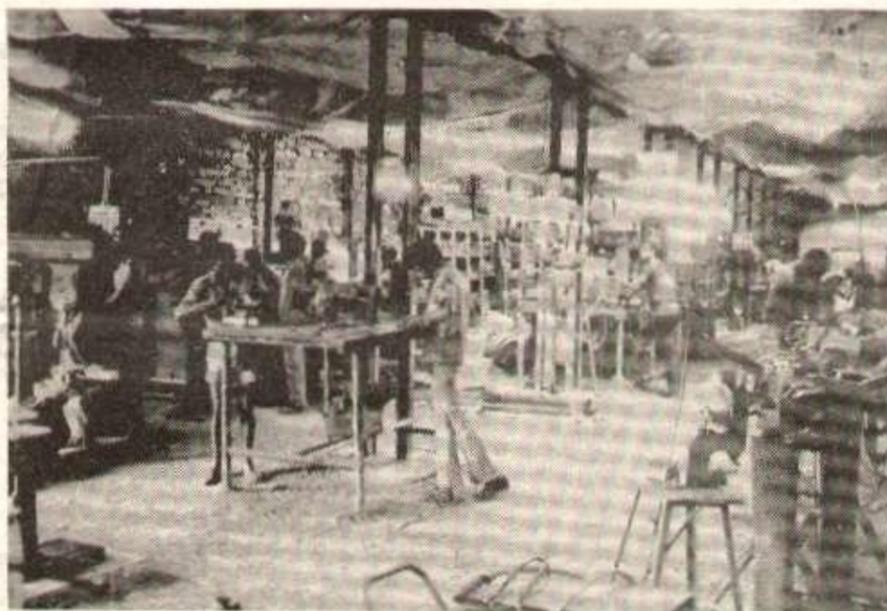
« Rien n'a changé, nous tenons les mêmes positions que nous occupions, lorsqu'il y a neuf mois, nous avons libéré cette région ». C'est Berhane Gebreaxavier, un membre du Bureau politique du Front populaire de libération de l'Erythrée, qui s'exprime ainsi. La région en question, c'est la région qui se situe autour d'Asmara, la capitale, et entre Asmara et Massawa, le principal port érythréen. C'est notamment pour reprendre cette région et pour dégager ses garnisons assiégées que l'armée éthiopienne, armée et soutenue par Moscou et La Havane, avait lancé au début de l'été une formidable offensive militaire. Aujourd'hui, rien n'a changé et cette offensive se termine sur un échec complet. Les combattants du FPLE sont toujours retranchés sur la montagne, contrôlant la route entre Asmara et Massawa. Ravitaillés la nuit par la population, ils interdisent toute sortie et tout ravitaillement des forces éthiopiennes.

Tous les jours, les MIG soviétiques viennent lâcher leurs bombes, mais ces raids n'affectent ni la

situation militaire ni le moral. Le Front est bien implanté.

A l'arrière, toute la campagne et plusieurs grandes villes sont libérées. La vie s'organise et toute la population soutient l'effort des combattants. L'électricité et les services fonctionnent normalement ; les plantations ont été rouvertes et chacun participe à sa manière à la lutte, en préparant la nourriture pour les combattants ou en réparant les dégâts causés par les bombes soviétiques. A Ghinda, par exemple, une des plus importantes villes libérées, les habitants se sont regroupés dans des associations politiques de libération nationale. Ouvriers, paysans, femmes, jeunes et classes moyennes sont ainsi organisés par le FPLE.

Du côté de l'armée éthiopienne, dans les garnisons d'Asmara (50 000 hommes) et de Massawa, le moral est nettement moins brillant. Des soldats qui ont pu déserté et qui ont été recueillis par le Front, encore vêtus de leurs treillis soviétiques tout neufs et avec leurs armes russes, racontent la situation : les miliciens



Un atelier souterrain en région libérée « Compter sur ses propres forces ».

éthiopiens, pour la plupart des paysans enrôlés de force — l'armée régulière a été décimée — en ont assez de cette guerre dont ils ne voient ni les raisons ni l'issue. « On tue tous les jours des miliciens ou des officiers pour activité contre-révolutionnaire ».

Un soldat a vu fusiller 45 militaires qui avaient

battu en retraite lors de la bataille du 31 août. Deux hommes de chaque compagnie ont dû assister à l'exécution. « Ceux qui allaient être tués devaient d'abord creuser leur tombe et étaient fusillés ensuite ».

C'est, il y a deux semaines, que le moral s'est totalement effondré dans

la garnison assiégée d'Asmara. Une explosion, qui a duré trois jours, a, en effet, totalement ravagé le dépôt qui contenait les munitions et les vivres. Les militaires cubains qui étaient au nombre de plusieurs milliers à Asmara se sont d'ailleurs prudemment éclipsés par voie aérienne. Les rats quittent le navire.

DANS L'ACTUALITE

Clichy (Hauts-de-Seine)

Mort dans les égouts

JEUUDI, le patron d'une entreprise de curage des égouts est mort asphyxié dans un égout de Clichy. Six ouvriers ont été intoxiqués. Deux d'entre eux ont été transportés dans un état grave dans les hôpitaux de Boulogne et de Clamart. Ce qui est en cause, ce sont les conditions de travail dans les égouts. Rappelons qu'il y a près d'un an les égoutiers parisiens avaient fait une longue grève, en particulier pour une meilleure sécurité.

Les habitants du quartier où s'est produit l'accident se plaignaient depuis une semaine d'une émanation d'odeurs insoutenables. Ils disaient aussi que les égouts n'avaient pas été curés depuis longtemps. Le curage avait été décidé et les travaux commencés depuis un mois. Jeudi, vers 14 heures, le patron d'une entreprise de curage P. Fayolle, était

descendu avec une équipe de sept égoutiers pour examiner les travaux entrepris dans l'immense égout du Pont de Clichy. Celui-ci canalise les eaux résiduaires de Paris vers la station d'épuration d'Achère. L'équipe effectuait depuis trois quarts d'heure un parcours de reconnaissance lorsque l'accident se produisit à cent mètres environ de la

bouche d'entrée. Six des sept hommes sont rapidement tombés à terre les uns après les autres. L'unique travailleur qui est resté indemne s'est alors précipité



Les égouts de Paris (photo HR).

dehors pour aller chercher des secours. Quand

ceux-ci sont arrivés, P. Fayolle était mort asphyxié. Il semble qu'à la suite d'un coup de pioche donné dans un dépôt d'immondices qui obstruaient l'égout partiellement des gaz asphyxiants se soient dégagés et l'accident se soit produit.

Le travail dans les égouts présente de sérieux dangers comme en témoigne d'ailleurs cet accident. L'an dernier, les égoutiers de

Paris avaient fait une grève de soixante-deux jours avec, entre autres revendications, la création d'un comité d'hygiène et de sécurité pour veiller à l'amélioration des conditions de travail.

Ils revendiquaient en particulier une meilleure aération des égouts. Chirac et la ville de Paris le patron des égoutiers avaient refusé de satisfaire à ces revendications.

Les risques

Que le travail soit dangereux, un chiffre suffit à le montrer : 30 000 journées de congé-maladie en un an en moyenne (alors que moins de 700 000 hommes descendent dans les égouts).

Les matières en décomposition, les relents d'acides, de produits toxiques déversés dans les égouts sans compter les rats, l'humidité, les différences de température, l'obscurité. Ce n'est pas pour rien que les médecins considèrent qu'on ne peut travailler plus de 6 h 40 là-dedans et que la retraite est accordée à 50 ans avec 60 % du salaire à condition d'avoir fait... vingt ans.

Les dirigeants du PCF mécontents

Les dirigeants du PCF, sont fort mécontents de l'état de tiédeur des relations franco-soviétiques.

Ils ne sont pas très optimistes non plus sur l'impact de la visite de Gromyko pour renverser cette tendance : « On ne peut guère en attendre une relance et une progression spectaculaires des relations entre les deux pays ».

En effet, les capitalistes français ont beau être vulnérables aux pressions faites par Moscou et c'est là sans doute l'aspect principal. Voilà justement ce dont L'Humanité fait grief au gouvernement le 26 octobre.

bre. — Coupable d'orienter le système de défense face au danger qui vient du pacte de Varsovie.

— Coupable d'avoir mis les bâtons dans les roues à l'expansion soviétique en Afrique.

— Coupable de ne pas faire chorus avec l'URSS dans la mascarade du désarmement (Les propositions concrètes de l'URSS en matière de désarmement n'étant en réalité qu'un écran de fumée pour ses préparatifs de guerre !)

Ainsi les dirigeants du PCF, valeureux « défenseurs » de l'indépendance nationale, disent le fond de leur pensée : le gouvernement est coupable de ne pas se soumettre assez aux exigences de Brejnev.

Médecin se casse

NICE est une ville pleine de scandales divers dans lesquels Jacques Médecin est impliqué par son soutien à Fraton, un personnage peu recommandable, qui, lui, est au centre de l'affaire des casinos niçois. Depuis plusieurs mois, il est connu que le pouvoir veut se débarrasser de Médecin. Il semble désormais que l'affaire soit en bonne voie. Médecin aurait négocié son départ avec les services de Barre. Les premières négociations auraient porté sur un échange de dossiers compromettants, échange fait pour éviter qu'après le départ du maire de Nice, le scandale n'éclate. Ah, les belles mœurs politiques de la bourgeoisie ! La seconde étape qui doit permettre de poursuivre la normalisation à Nice est l'organisation de nouvelles élections municipales. Le Conseil d'Etat a annulé les élections municipales du troisième secteur de Nice. Une annulation qui tombe à pic comme on le voit. Mais ne pensez-vous pas

qu'elle n'a rien à voir avec cette affaire ? Fernand Icart, ancien ministre et rapporteur général du Eudget, prendrait la tête de la liste de la majorité de droite et ainsi deviendrait maire à la place de Médecin. Or, Icart n'ambitionne pas de rester maire. On chuchote qu'après un temps d'intérim, il serait remplacé par ... Poniatowski. Celui-ci n'a rien de commun avec la ville de Nice mais il est en réserve de quelque chose et attend qu'enfin on veuille bien lui confier un emploi officiel digne de son personnage princier.

Après la normalisation, Fraton, qui s'est livré, il n'y a pas si longtemps, à quelques affaires illégales, pourrait être poursuivi en justice avec d'autres personnages de son acabit. Car, jusque là, la justice qui connaît sur le bout des doigts toute la salade niçoise, particulièrement pimentée, a pris soin d'attendre que Médecin parte et soit remplacé à la mairie pour éviter des retombées politiques défavorables à la droite.

Télévision

Lecat veut licencier

Jeudi matin, tandis que les députés discutaient de la télévision, les travailleurs de la SFP manifestaient devant l'Assemblée nationale.

A le Tac qui déplorait les gaspillages et demandait une gestion plus saine, Lecat, ministre de la Culture, proposait des mesures très strictes : établissement d'un plan aboutissant à un « redressement dans les trente mois », création d'une filiale qui ne travaillerait que pour le privé et bien sûr, économies, donc allègement des effectifs. Lecat s'oppose farouchement à ce que les chaînes épongent le déficit et s'engagent à faire des commandes plus importantes à la SFP. Résultat on licenciera et on abaissera encore la qualité technique des émissions.

Jeudi soir, les travailleurs de la SFP reconduisaient la grève jusqu'à vendredi soir. Mercredi 1er, c'est ceux de « Télédiffusion française » qui se mettent en grève, tandis que le jeudi 2 novembre, c'est l'ensemble du personnel de la radio-télévision française qui fait une grève générale d'un jour.

Après l'annonce de nouvelles colonies israéliennes en Cisjordanie

L'Egypte rappelle au Caire le chef de sa délégation

L'annonce du premier ministre israélien, Begin, de renforcer la colonisation de la Cisjordanie provoque des remous, tant à Washington qu'en Egypte.

Interprétant à sa façon les accords de Camp David, d'ailleurs ambigus sur la question de la Cisjordanie, Begin a déclaré : « Lors de notre séjour à Camp David, nous avons annoncé officiellement au président Carter que nous nous proposons de renforcer les points de peuplements israéliens en Cisjordanie en y installant des centaines de familles et c'est exactement ce que nous allons faire ».

Le Caire a riposté à cette annonce en rappelant aussitôt le chef de la délégation égyptienne pour faire le point des négociations avec le président Sadate. Quant au secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, il a déclaré que l'affaire était « grave » et suscitait de « sérieuses inquiétudes ».

Grève des marins

Havre, l'information selon laquelle l'aurait envoyé deux ueurs pour bloquer deaux. Aussitôt des m. syndiqués CGT-CFD, non syndiqué on décidé d'interrompre le pont-mobi tant que des der. e des voitu res.

Au Jour le Jour



POLITIQUE ET SOCIAL

Offensive du pouvoir contre le droit de grève dans le secteur public

Les nantis auraient-ils peur ?

LES déclarations de Ceyrac, de Norbert Segard, le secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications, les récentes déclarations du directeur de la SNCF, au-delà du prétendu sabotage de l'économie auquel conduiraient les grèves visent à restreindre encore davantage le droit de grève dans le secteur public.

Ce n'est pas la première fois que l'on entend ce genre de déclarations mais là elles atteignent des degrés assez élevés et inquiétants.

LA GREVE DES MINEURS EN 1963

En 1963, une grande grève des mineurs balaye notre pays, elle va durer des semaines. A l'époque, le charbon joue encore un grand rôle dans la vie économique c'est un des éléments de base à la bonne marche des usines.

A l'époque De Gaulle, les monopoles assiment les mineurs à des fonctionnaires, leur activité est indispensable. Il faut se préserver des grèves surprises.

Le préavis de cinq jours est institué et étendu à toute la fonction publique. Aucune riposte ne viendra mettre en cause ce préavis, les directions syndicales ne réagiront pas ou peu.

Désormais, le gouvernement, les monopoles seront prévenus de chaque grève dans le secteur public. C'est une limitation sans conteste du droit de grève durement arraché par les travailleurs de ce secteur.

En 1968 et en 1974, dans les PTT, le préavis sera balayé malgré les protestations des directions syndicales nationales qui à l'époque, ont parlé de pro-

vection et du viol de la « légalité ».

DEPUIS 1963

Lors de la grève de l'EDF fin 1977, comme celles qui avaient éclaté dans la défunte ORTF, la bourgeoisie a lancé une vaste campagne contre le droit de grève dans le secteur public, justement

en prétendant que ces grèves sabotaient l'économie.

La semaine que nous vivons a été particulièrement riche en déclarations et gros titres dans la presse (voir les diverses illustrations). La haine des nantis n'a pas de limite contre le peuple travailleur en lutte pour ses droits économiques et politiques.

UN DROIT INALIÉNABLE

En cette période de « mauvaise conjoncture », les attaques contre le droit de grève se font de plus en plus précises. On essaie de

diviser secteur public et secteur privé pour mieux les isoler. On limite le droit de grève par des réquisitions préfectorales dans les centres de tri ou les hôpitaux.

Au nom de la salubrité publique, il faudrait que les égoutiers triment sans rien dire, etc.

Pourtant, il faut que Ceyrac et sa clique le sachent, le droit de grève est un droit inaliénable qui a été conquis par nos aînés, les armes à la main sur les barricades en juin 1848, finalement accordé en 1864.

Nous ne nous laisserons pas déposséder de notre arme qui fait trembler d'effroi les patrons surtout en ce moment où leur économie est en crise. « Les chiens aboient, la caravane passe » dit-on.

Il y a loin de la coupe aux lèvres, du désir à la réalité. Que Ceyrac et ses acolytes essaient de s'attaquer au droit de grève et ils verront le résultat.

Plus que jamais nous apportons notre soutien résolu aux grèves des travailleurs partout où elles se déroulent.

Yves LEPIC



L'AURORE
LE 10 OCTOBRE 1978

LA COLÈRE DES BRIMÉS

PARIS SUBMERGÉ
BRASSERIE LIPP

EXCLUSIVITÉ
L'ÉTUDIANT-ESPION POLONAIS AVAIT FAIT DES AVEUX À SA VICTIME
C'est ce qu'il devait permettre à la P.S.L. son arrestation.

Dans «La Faucille» (Bimensuel paysan du PCML)

Entre 1975 et 1978 330 000 exploitations dans l'élevage évincées dans la communauté européenne

LE numéro de *La Faucille* (bimensuel paysan de notre parti) vient de paraître. Enquête sur les vendanges dans le Midi, reportages sur diverses luttes menées contre des expulsions de fermiers, contre le Crédit agricole, informations sur les problèmes de petits producteurs de lait ou de porcs, sur les conditions de vie et de travail de salariés agricoles (tels que les « vachers de remplacement »... Nos lecteurs peuvent y trouver de nombreux éléments pour mieux comprendre la situation dans l'agriculture, les luttes des petits et moyens paysans. Voici un article sur la disparition d'exploitations dans l'élevage, dans les dernières années au niveau de l'ensemble des pays de la communauté européenne.

Incroyable mais vrai : les derniers chiffres publiés par l'Office statistique de la communauté européenne montrent qu'en deux ans, entre 1975 et 1977, 330 000 élevages ont disparu en Europe. Il y aurait 3,06 millions d'exploitations en 1975 et il n'en restait plus que ... 2,73 millions en 1977. Et encore, si on prend les chiffres sur cinq ans entre 1973 et 1977, ce sont 560 000 élevages qui ont disparus !
--

1) - D'abord, où nous conduit véritablement la politique de soi-disant modernisation de Méhaignerie et du gouvernement Giscard-Barre : dans les 330 000 « disparus », ce sont les plus petits élevages de moins de 15 bovins qui ont été les plus touchés (moins 17 %), ensuite ceux de moins de 60 bovins. La politique de Giscard-Barre modernise au profit de gros mais élimine tous ceux qui ne suivent pas et ne sont pas rentables : cette vérité répétée toutes les semaines par *La Faucille* est encore une fois prouvée par les faits.

2) - Ensuite que les explications des dirigeants du PCF comme quoi tous les ennuis des producteurs français viennent de l'Allemagne ou des Pays-Bas... sont des mensonges : la disparition des élevages dans la Communauté européenne a été la même pour tous les pays (entre 7 et 9 %) y compris l'Allemagne, les Pays-Bas, etc... sauf pour l'Italie où elle a été deux fois plus forte (moins 17,8 %).

Donc tous les petits éleveurs et une partie des éleveurs moyens de RFA, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne, de l'Italie etc... ont connu exactement la même chose et dans les mêmes proportions. Cette même chose, c'est une politique capitaliste au profit des firmes agro-alimentaires qui ne peut que causer la misère et les éliminer.

C'est contre cette politique que le PCML et son journal paysan *La Faucille* appellent constamment à lutter. Car elle seule et non tel ou tel pays, est responsable de la situation toujours plus dure faite aux petits paysans.

40e Congrès de la CGT

Séguy aux communistes

Il faut réfléchir

GEORGES Séguy déploie une grande activité. Il multiplie interviews et déclarations ! Lundi, il accorde une interview au *Monde*, mercredi à *l'Humanité*. Il fait le point des préoccupations des dirigeants confédéraux à cinq semaines du congrès : il parle de « réfléchir » : « Ce n'est pas le moment d'une épreuve de force (...). Il est exclu que nous lancions un mot d'ordre de grève de 24 heures qui ne correspondrait pas aux objectifs que nous fixons à cette lutte... » (*Le Monde* du 21 octobre).

revendicatifs traduit cette prise de conscience. C'est une situation qui mérite d'être attentivement réfléchi. Par delà le mécontentement, elle porte en elle l'attachement des travailleurs aux changements ». Et ce n'est pas qu'une impression : l'interview commence par « nous devons adapter la CGT aux changements intervenus au cours de ces trente dernières années » et finit par « nous voulons qu'il (le congrès) soit le commencement d'un renouveau syndical général... ».

habituer ». Séguy parle de démocratie, de faire participer les syndiqués aux décisions, mais sur les décisions elles-mêmes, sur le fond de la ligne de la CGT, il ne dit rien : pas un mot, à aucun moment, sur les critiques des militants au Programme commun, ni sur son influence sur la participation du syndicat aux luttes.

Mais, pour les travailleurs, la démocratie, est-ce seulement prendre la parole ? Non s'il s'agit seulement de discussions sans poids réel sur les décisions, sur le fond de l'activité syndicale, cela revient au même que la démocratie à la Giscard : « Parlez, parlez, moi, je décide ».

S'adressant aux militants communistes, il développe : « Lorsque voici quelques mois, nous observions ces signes de combativité chez les travailleurs, les uns nous accusaient de chantage, d'autres de démagogie... La dimension des mouvements

Pour ce renouveau, le secrétaire de la CGT met en avant le profond besoin de fonctionner autrement, « il n'est pas dramatique, dans une organisation comme la nôtre, que telle ou telle décision ne soit pas votée à 100 %, qu'il y ait de réserves, des votes contre. Il faudra s'y

Coup de feu dans la nuit

Dans la nuit de mercredi, vers 3 h 45, un cheminot de Bordeaux se rendait en voiture à son travail. En cours de route, il est interpellé par trois hommes descendus d'une voiture, revolver au poing.

Le cheminot a pris peur et s'est enfui. Les trois individus ont alors ouvert le feu. Le cheminot est allé dans un commissariat et là il a appris que ses agresseurs étaient des policiers. Néanmoins, il est resté deux heures en garde à vue. Un comble.

Les méthodes de la police qui surveille la voie publique la nuit met en danger la sécurité des agents de la SNCF estime le syndicat CGT. L'insécurité c'est aussi ça !

La Faucille

LOIRE-ATLANTIQUE
La famille Pollerin illégalement expulsée de son exploitation le 27 juin 1975 se réinstalle le 12 octobre 1978

Entre 1975 et 1977, 330 000 exploitations dans l'élevage évincées dans la Communauté européenne

Le siège du président de la FNSEA bientôt vacant ?
Debatisse se ménage un avenir en rose

L'HEBDOMADAIRE KALAGE - Samedi 20 et dimanche 27 octobre 1978

Pour soutenir les travailleurs de la SFP

Les employés de la Télédiffusion en grève

C'EST ce matin jeudi 26 octobre que les députés discutaient du problème de la télévision à l'Assemblée générale. Ils ont eu l'occasion d'entendre Le Tac, rapporteur de la commission sur la télévision. Cependant les députés n'examinent pas le budget de la radio-télévision. En effet, les sommes allouées aux sept sociétés issues de l'ex-ORTF sont versées directement sur la redevance, elles échappent au contrôle des députés. Ils sont juste autorisés à voter « le droit de perception de la redevance ».

QU'EST-CE QUE LE RAPPORT LE TAC ?

Le Tac s'attache à dénoncer la politique de prestige d'Edeline, ex-président

de la SFP, (achat de l'Empire, studios de Bry-sur-Marne) et il explique que Edeline « s'est cru au château de Versailles ». Il parle d'une riche princesse « qui en cinq ans serait devenu "Cendrillon" ».

Il fait remarquer la perte de 65 millions de francs enregistrée par TDF, l'INA et la SFP. Il s'élève contre l'embauche de nouveaux personnel à la radio-télévision et fait remarquer que les frais de gestion ont progressé sur l'ensemble des organismes de 83 % en quatre ans. Le Tac explique que la réforme de 1974 a été « nourrie au départ d'arrière-pensées, certaines inavouées, d'autres à peine dissimulées, quelques-unes proclamées ». Il faut remarquer le Le Tac est au RPR.

Le parti de Chirac semble prendre ses distances par

rapport à la réforme de l'ORTF de 1974. A l'Assemblée nationale Lecat, ministre de la Culture a proposé un plan de sauvetage qui aboutisse à l'équilibre financier en 30 mois. Le programme détaillé serait concerté avec les cadres et les responsables syndicaux de chaque branche. Il n'est pas question pour lui de prise en charge du déficit par les autres chaînes.

Devant le mouvement des travailleurs, de crainte que l'unité entre les responsables des sept sociétés ne se recrée, Lecat semble reculer (au moins en apparence).

TDF DANS LE MOUVEMENT

Télédiffusion française, une des sept sociétés issues

de l'ex-ORTF va être touchée par le mouvement. Un préavis a été déposé par les syndicats pour le 31 octobre. En effet, les travailleurs de TDF refusent que la chaîne américaine ABC assure la couverture des championnats du monde de Strasbourg à la place de la SFP dont les travailleurs sont en grève.

C'est donc en solidarité avec les travailleurs de la SFP que les travailleurs de TDF se mettent en grève.

L'unité des travailleurs de la radio-télévision se construit et avance, elle marque l'échec du pouvoir qui comptait, entre autres, diviser les travailleurs de la radiotélévision par la réforme de 1974.

Léon CLADEL

La SFP en chiffres

La SFP est destinée à produire les émissions pour les chaînes de télévision. Elle ne dispose pas de fonds autonomes. Elle n'a pas de part dans les redevances payées par le public. Elle tire ses ressources uniquement des commandes des chaînes. Celles-ci diminuent chaque année : 175 heures de fiction en 1975, 121 heures en 1977. Inversement, les sociétés privées assurent 60 % des commandes des chaînes. De plus, pendant six mois, la SFP connaît une période de creux, immédiatement suivie de six mois de surchauffe avant la fin de l'année.

Autant dire que la SFP ne tourne pas dans la mesure de ses possibilités. Conçue pour assurer 2 000 heures de programmes, elle n'en réalise que 703 par an. Pour combler ce trou, elle fait de la sous-traitance pour les sociétés concurrentes (elle « prête » ses studios, son matériel et propose ses équipes de techniciens). Par exemple, la SFP a tourné pour le compte de Technisonor au moins un des épisodes de « Madame le Juge ».

La SFP, c'est des équipes de techniciens et d'ouvriers de haut niveau. Seize studios, soixante treize salles de montage, treize salles de répétitions, plus de cent loges avec salons de coiffure et de maquillage, de nombreuses caméras et un matériel très moderne, un des plus modernes d'Europe. Trois mille personnes travaillent à la SFP dans 170 professions.

Non retransmission des championnats du monde de gymnastique

C'est le gouvernement qui est responsable

Sans doute beaucoup de téléspectateurs désiraient-ils assister devant leur poste de télévision à la retransmission des championnats du monde de gymnastique. On se souvient, en effet, qu'à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal, ce sport avait connu un très grand succès. La non-retransmission des championnats du monde de Strasbourg aura déçu bon nombre de téléspectateurs. Mais à qui la faute ? A qui, sinon au gouvernement qui refuse de satisfaire les revendications légitimes du personnel de la SFP (voir l'article de Léon Cladel).

C'est lui qui prépare les mauvais coups contre les travailleurs de la SFP et ceux-ci ont le droit légitime de se défendre. Ils le font par la grève qui est leur seule arme.

Ils font grève non pas pour le plaisir ou pour embêter les téléspectateurs, mais parce que leur avenir, leur emploi sont en jeu. Pour cette raison, nous devons soutenir leur grève que le pouvoir veut rendre impopulaire.

Léon CLADEL

Culturel

C'était mercredi soir à FR3: *Le voyage de Selim*

Près de la vie de tous les jours

SELIM Benoura, c'est un jeune travailleur immigré qui débarque en France pour y travailler. Le film raconte sa vie en France avec beaucoup de finesse et beaucoup de réalisme.

UN FILM SIMPLE

On voit un travailleur immigré qui cherche du travail, puis qui est embauché dans une usine de meubles. Il s'intègre aux ouvriers de l'usine et participe à la vie de la petite ville, comme tout un chacun.

Mais tout n'est pas rose pour un travailleur immigré en France. Tous les problèmes auxquels ils se heurtent sont abordés dans leur complexité, jamais d'une manière caricaturale. Ainsi, à l'agence pour l'emploi, le placier lui propose de suite un travail d'OS, au vu de sa physionomie, bien que Benoura ait une qualification de comptable. Mais par la suite, le même homme lui

facilitera son entrée à l'usine de meubles.

Les tracasseries policières incessantes auxquelles se heurtent les immigrés sont très bien décrites, de même les rixes dans les bals entre jeunes français et jeunes immigrés.

Mais là encore, le lendemain, un ouvrier de l'usine vient s'excuser auprès de Selim, en expliquant que tous les jeunes Français ne sont pas racistes et que s'il avait été là, lui, cette bagarre aurait été évitée.

SELIM AMOUREUX SELIM CONDAMNÉ

Mais tout cela serait trop simple. Selim rencontre à la bibliothèque où il se rend pour se perfectionner, une jeune enseignante. Ils tombent amoureux. Le film dépeint cette relation avec les difficultés qu'elle entraîne pour la jeune fille, du côté de ses parents notables, du côté de son lycée (de

l'administration et des élèves). Selim n'est pas épargné, il se fait insulter par sa logeuse qui refuse « qu'il reçoive des femmes », il quitte son logement et passe la nuit dans un hôtel avec son amie. Le même soir, la logeuse est dévalisée et agressée par des voleurs.

UN SUSPECT : SELIM

Bien sûr, ça ne peut être que Selim, vu qu'il s'est disputé avec sa gardienne le soir même, vu qu'il est Arabe. Bien sûr, Selim dispose d'un alibi mais il refuse de compromettre son amie. Par l'intermédiaire d'un avocat, elle tente de disculper Selim. Mais c'est trop tard. Selim est trouvé pendu dans sa cellule, c'est là que se termine le voyage de Selim. Ce film, très beau, ne nie pas du tout les problèmes du racisme, il part au contraire à la base des préjugés racistes. Il montre bien que les travailleurs immigrés

sont des gens comme nous avec les mêmes soucis, mais avec une culture et une expérience différente. A partir de là, les échanges sont possibles et enrichissants. Certains refusent de rencontrer les travailleurs immigrés, de les considérer comme des hommes ou des travailleurs à part entière. D'autres refusent au début puis acceptent ensuite. Le film retrace bien l'évolution des mentalités, la progression de l'unité. Ce film se présente un peu comme une tranche de vie (qui finit tragiquement). Mais il met bien en évidence la réalité de la répression qui vise nos frères immigrés. Tout immigré est un suspect en puissance. C'est toujours lui le premier visé par la machine judiciaire. Un film qui tient, à la fois de « Dupont-la-Joie » et « Élise ou la vraie vie ». Mais ce film a en plus pour lui le fait d'être plus près de la vie de tous les jours.

Léon CLADEL

Championnats du monde de gymnastique

Grande qualité des exercices et du spectacle

LES championnats du monde de gymnastique se déroulent actuellement à Strasbourg. Ils connaissent un grand succès justifié par la haute qualité des exercices et du spectacle. Les premières épreuves féminines ont donné lieu par ailleurs à des frictions, la note de certaines gymnastes roumaines ayant été visiblement baissée par certains membres du jury. Ces championnats sont aussi marqués par les progrès d'ensemble de tous les participants.

Depuis les Jeux Olympiques de Montréal qui avaient donné lieu à un magnifique spectacle, la gymnastique est devenue un sport très prisé. A Strasbourg, où se déroulent les championnats du monde, les spectateurs remplissent quotidiennement les gradins de la salle où ont lieu les épreuves.

L'ÉVOLUTION DE LA GYMNASTIQUE

Depuis plusieurs années, la gymnastique évolue. En 1952 déjà les Soviétiques avaient renouvelé la gymnastique. A Montréal, les Roumaines et particulièrement Nadia Comaneci avaient imposé un nouveau style basé sur la souplesse, l'harmonie du mouvement, la virtuosité. Chez les hommes même, cette évolution s'est faite sentir, et la détente, la souplesse, la finesse d'exécution sont beaucoup plus appréciées qu'auparavant et la force est bien moins utilisée. Dans cette évolution, la gymnastique féminine a joué un rôle d'avant-garde sous l'impulsion des Roumaines.

roumaines ont vu leurs notes baissées systématiquement lors des premiers exercices. Cela était d'ailleurs tellement patent que le public n'a pas tardé à manifester son mécontentement. A l'origine de cette discrimination, semble-t-il, d'après un envoyé du Monde, une jurée russe qui aurait systématiquement baissé la note des Roumaines afin de favoriser la victoire de l'URSS. (Le jury présidé par une Américaine est composé d'une Autrichienne, d'une Canadienne, d'une Tchèque et d'une Russe). Les pays de l'Est sont donc particulièrement bien représentés ce qui peut avoir une influence sur les résultats. La délégation roumaine a déposé une réclamation et obtenu gain de cause : les notes des Roumaines furent remontées.

PROGRESSION GÉNÉRALE

Une autre caractéristique de ces championnats du monde est le progrès accompli par la plupart des pays représentés. L'URSS et le Japon ne sont plus aussi dominants qu'ils l'avaient été dans le passé. Des équipes comme celles de la RDA, la RFA, les USA et même la France ont fait de gros progrès.

Henri MAZERAU.

INCIDENTS

La première journée de compétition chez les féminines a été marquée par des incidents. Les gymnastes

La Chine admise au sein de la Fédération internationale de gymnastique

Un peu avant les championnats du monde, la Chine a été réadmise au sein de la Fédération internationale de gymnastique. Cependant, elle ne participe pas aux épreuves de Strasbourg.

A la question posée par des journalistes : « La Chine qui vient d'être admise à participer pourr-elle à l'avenir provoquer sa révolution gymnique ? », l'entraîneur de l'équipe de France de gymnastique Arthur Magakian, a répondu : « Certainement, d'abord parce qu'elle dispose de sept cent mille pratiquants. Nous sommes restés nous, Français, en bonnes relations avec les gymnastes chinois et j'ai eu l'occasion de visiter trois de leurs principales écoles formatives. Après avoir subi l'influence soviétique, à une certaine époque, les Chinois ont ensuite travaillé en vase clos pour rechercher une nouvelle expression de la gymnastique moderne influencée par Nadia Comaneci au niveau des exercices de base. Donc, ils iront plus loin que leur modèle. »

Il n'y a pas de presse révolutionnaire sans souscription

L'HUMANITÉ rouge, pour vivre, a besoin d'argent, la presse marxiste-léniniste en France, pour continuer à diffuser les idées révolutionnaires, a besoin d'argent. Cet argent, elle ne le trouve ni dans des recettes publicitaires, ni dans des subventions gouvernementales. C'est sur ses militants, sur ses lecteurs, sur l'ensemble des travailleurs que la presse marxiste-léniniste doit compter. Cela est ainsi, cela sera toujours ainsi.

Cet situation est le lot de notre presse, elle en est aussi sa force.

Bien sûr, nos efforts doivent tendre, en améliorant le journal, en augmentant sa diffusion, à lui faire couvrir de plus en plus ses propres frais.

Il n'en reste pas moins que même dans ce cas, la souscription sera toujours nécessaire. Cette situation est d'ailleurs normale dans un système où tout est fait pour étouffer la presse ou la forcer à se mettre sous la coupe des puissances d'argent. Nous présentons aujourd'hui des exemples de journaux marxiste-léninistes européens. Pour eux aussi la souscription auprès de militants et auprès des masses est une nécessité vitale, même pour ceux qui ont de grosses diffusions, même pour ceux qui sont hebdomadaires.

En Turquie, en Italie, en Norvège, en Suède, dans tous les pays, la survie de la presse est une bagarre de chaque instant.

Aydinlik (Turquie)



Linea Proletaria (Italie)



Appel à la souscription du journal italien Linea Proletaria.

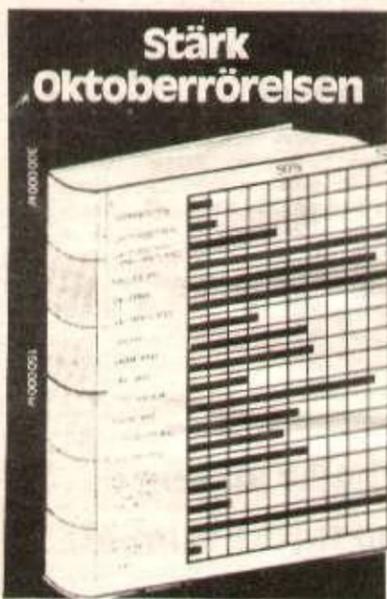
Des ouvriers turcs du secteur de cuir organisent une collecte pour la souscription de leur journal.

L'Aydinlik est un quotidien de huit pages en grand format et en quatre couleurs. Sa moyenne journalière de vente est de 22 000 exemplaires. Pendant une campagne de révélations sur le terrorisme d'extrême-droite qu'il vient de mener, il a vendu à 30 000 exemplaires.

La souscription lui est cependant nécessaire.

Gnistan (Suède)

300 000 till september
Kapitalfonden pg 43 000 15-7



Hur mycket ska målet överträffas?

○ Ett av de bästa veckorevolutionerna har gjort att det nu endast återstår 43 767:12 innan 300 000.— är nått. Totalt är insamlingen till Oktoberrörelsen uppe i 256 232:88.

Kronoberg/Blekinge har passerat 100 procent och gått förbi Dalarna som tycks bli det tredje distriktet att nå sitt mål.

Data och Södermanlands-distriktet ligger nu så lika man kan komma med 93 procent var, men Gävleborgs-distriktet ligger fortfarande i topp och har nått 130 procent.

Hur mycket ska 300 000.— till september passeras med??

Le Parti communiste de Suède a lancé une grande campagne pour recueillir 300 000 couronnes (environ 30 millions anciens) pour soutenir son hebdomadaire Gnistan. Chaque région, en fonction de ses forces, s'est fixée un objectif et les taux de réussite par rapport à cet objectif sont régulièrement publiés ainsi que le montant global de la souscription. Une méthode très utilisée par de nombreux journaux marxistes-léninistes.

Klassekampen (Norvège)

Lær av Hedmark



Laussal siste veke har gitt oss 10 000 nye abonnenter. Dette er et veldig godt resultat, og viser at Klassekampen er et viktig tidsskrift for mange arbeidere og ungdommer. Vi håper dette vil gi oss enda flere abonnenter i de kommende ukene.

Klassekampen est le quotidien du Parti communiste ouvrier de Norvège. Lui aussi, malgré ses 10 000 exemplaires vendus journalièrement, à recours à la souscription par objectifs régionaux. Journal très large, Klassekampen ouvre largement ses colonnes au sport, à la culture, à l'humour, ainsi qu'au soutien internationaliste.

Il paraît tous les jours sur 15 pages le samedi sur 24 pages.

NOUS avons reçu des lettres de lecteurs nous faisant part de critiques sur l'exagération et des imprécisions, notamment dans des articles sur la rentrée scolaire et l'enseignement.

« Dans le journal du jeudi 13 octobre, dans l'article intitulé « Beullac est content et vous? », j'ai relevé, dans la partie consacrée à l'éducation physique, une inexactitude. Il est dit qu'il fallait aux élèves un quart d'heure pour se déshabiller et un quart d'heure pour s'habiller, ceci est faux. Je suis moi-même professeur d'EPS et j'ai constaté que même les élèves les plus lents ne mettent pas un quart d'heure pour s'habiller (en cinq minutes sans se presser, on a le temps de s'habiller, ce qui fait qu'entre vos calculs et les miens, il y a une différence de vingt minutes).

Cette erreur n'est pas très importante mais si je me suis permis d'écrire à ce sujet, c'est que je pense que ce genre d'exagération répétée peut nuire à notre cause.

Certains lecteurs peuvent, à la longue, se demander si notre bonne foi n'est pas à mettre en doute et, de ce fait, rejeter en bloc tout ce qui est écrit dans le journal ».

Un lecteur « Je tiens à faire part de quelques remarques relatives à l'article publié, le 4 octobre, « Rentrée scolaire, continuons la lutte dans l'unité », sous la signature de Nathalie Villotiers.

L'article en question m'a le vrai et le faux à tel point qu'on ne peut approuver ce qui est juste sans cautionner ce qui est erroné. Je me contenterai de signaler les erreurs :

« La FEN regroupe tous les syndicats d'enseignants, sauf le SGEN-CFDT ». C'est faux à plus d'un titre. Elle regroupe aussi un syndicat non-enseignant très important, le SNAEN, qui compte plusieurs milliers d'adhérents et plusieurs autres, le SNAU, le SNAIASSEN, le SNIEN... également non-enseignants. Ces personnels, en majorité au bas de l'échelle de la fonction publique, sont évidemment les plus proches de la classe ouvrière et je suis surpris qu'ils soient oubliés ou niés. Il aurait fallu dire « sauf aussi le SNETP-CGT, le SNALC, le SND, syndicat des directeurs affilié à la CGC ».

« Il existe un syndicat pour les instituteurs, un pour les professeurs, un pour les agrégés », ce n'est pas exact. Le SNI-PEGC regroupe à la fois instituteurs et certains professeurs de collège, le SNES regroupe à la fois des PEGC, des certifiés, des agrégés. Indiquer que le secteur Education nationale regroupait 44 syndicats différents aurait été plus intéressant pour illustrer le véritable scandale que constitue la division politique, idéologique, structurelle, salariale de ce secteur. Encore faudrait-il, pour éclairer cette question, remonter un peu dans l'histoire du mouvement syndical ouvrier et enseignant afin de comprendre d'où proviennent ces divisions et qui les entretient.

Par exemple, parler de quatre tendances du SNI en plaçant des étiquettes PS, PC, LCR, AJS, c'est faire preuve de simplification hâtive ou de myopie

historique. Je n'ose pas croire qu'il s'agisse de mensonges délibérés ou d'ignorance coupable. En effet, pour trois des tendances citées ULD, UA et FVO, c'est absolument vrai pour cette dernière, essentiellement juste pour la première, même si localement de nombreux militants UA et UID ne sont pas membres du PC ou du PS. Par contre, en ce qui concerne l'Ecole émancipée, vous faites complètement fausse route. Non, l'Ecole émancipée n'est pas sur la ligne politique de la Ligue communiste révolutionnaire ».

Un lecteur Ces lecteurs ont raison de souligner que le manque de précisions va à l'encontre de nos objectifs.

Ainsi, pour le déshabillage des élèves au cours d'éducation physique, l'erreur n'est pas bien grande, mais il est vrai que la démonstration entreprise perd de sa qualité si on donne des informations inexactes. Nous allons à l'inverse du but que nous voulons atteindre : partir des faits, de la réalité concrète.

Pour ce qui est de l'autre correspondance, notre lecteur a tout à fait raison de signaler qu'il n'y a pas que le SGEN-CFDT qui ne ressort pas de la FEN. Le but de l'article était de montrer l'importance qu'il y a à surmonter les divisions syndicales. Nous n'avons alors développé que l'exemple des enseignants syndiqués. Par contre, nous sommes tout à fait d'accord avec la remarque sur le personnel non-enseignant. En effet, l'unité entre enseignants et le personnel technique, le plus proche de la classe ouvrière, est fondamentale. L'article publié dans le

quotidien du 27 octobre nous semble un premier pas pour éclairer cette question.

Quand nous avons dit aussi qu'il y avait un syndicat pour les instituteurs, un pour les collèges et un pour les agrégés, nous avons voulu trop simplifier la situation (très complexe...) des syndicats enseignants. Nous avons donné, c'est vrai, des informations en partie fausses, quoique, par la suite, nous avons montré que le SNI pouvait aussi bien regrouper les instituteurs que les professeurs de collège, dans le SNI-PEGC.

Dans la suite de cet article, nous avons essayé de montrer comment les partis politiques bourgeois tenaient les différentes tendances ; peut-être que nos enquêtes pour la tendance Ecole émancipée « tenue par la Ligue communiste révolutionnaire » étaient un peu trop hâtives et, surtout, trop concentrées sur la région parisienne.

En effet, les enseignants que nous avons interrogés sur l'Ecole émancipée étaient tous de la région parisienne.

Peut-être que la situation de l'Ecole émancipée est très différente entre l'Allier et la région parisienne ? En tout cas, deux choses sont sûres : la Ligue communiste tente de magouiller ou de manipuler cette tendance. Notre travail sur l'école, sur l'enseignement et sur les syndicats des enseignants était jusqu'à présent peu développé dans notre presse. Nous avons des insuffisances, ce genre de lettre nous permet d'enrichir nos connaissances et de corriger certaines erreurs de méthodes de travail.

Nathalie VILLOTIERS



Le calendrier 1979 pour la souscription à l'Humanité rouge est disponible.

Nous demandons aux responsables concernés des régions et des sections qui ne l'auraient pas encore fait de faire parvenir rapidement leurs commandes — par téléphone si possible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris C4dex 18 — CCP 30 226 72 D La Source). Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux) comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les 20 millions fin novembre, pour les 35 millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge.

Achetez et faites acheter le calendrier 1979

Pré-Saint-Gervais
(Région parisienne)

Les CRS expulsent les travailleurs de chez Guitel- Etienne-Mobilor

Lundi 23 octobre 1978, à 6 heures du matin, les forces de l'ordre (CRS, flics en civils, RG) expulsent les travailleurs qui étaient en occupation de nuit. Les travailleurs et travailleuses de Guitel-Etienne-Mobilor (240 travailleurs) sont en grève à 85% depuis le jeudi 12 octobre 1978 pour la satisfaction de leurs revendications : 2 500 F minimum, 5e semaine...

La section syndicale CGT du GEM a tenté de négocier plusieurs fois, mais toujours l'échec... La section face à cela décide avec les travailleurs, le blocage des portes de chargement et déchargement, ainsi que l'occupation de nuit, les travailleurs et travailleuses non grévistes peuvent travailler, il n'y a pas entrave à la liberté du travail et c'est pourtant sur ce motif que les flics ont fait leur sale besogne !

Des collectes de soutien ont été effectuées à l'initiative d'autres sections, CFDT, CGT notamment de Marshal, Sable, Couleurs Paris, ainsi qu'au méro et aux commerçants du quartier, la somme collectée se monte aujourd'hui à environ 5 000 F. Des manifestations dans le Pré-St-Gervais et la préfecture de Bobigny ont eu lieu.

Lundi matin après l'expulsion par les flics, c'est la maîtrise qui occupait la boîte, celle-ci empêchait les grévistes de rentrer dans leur local syndical, ainsi que dans l'entreprise ; à signaler qu'il existe une section CGC GEM et celle-ci n'appelle pas à la grève !

M. Mitterrand et le maire du Pré-St-Gervais (PS) sont venus voir les grévistes de GEM (après avoir mangé à 250 F par tête dans un restaurant du coin !) pour se faire un peu de publicité !

Les travailleurs de GEM doivent compter sur leurs propres forces, et cela avec leur section syndicale CGT. Affaire à suivre...

Correspondant Pantin

Non à la centrale du Pellerin Non aux expropriations !

Tous à la marche Le Pellerin-Nantes

(Par Couéron)
samedi 28 octobre
1978

Après plusieurs campagnes mensongères, dont une sur les emplois offerts

par le nucléaire, le pouvoir avance vers la construction de la centrale du Pellerin.

Le conseil d'Etat vient de donner un avis favorable à la construction d'une centrale nucléaire au Pellerin. Habituellement cet avis précède de peu la publication d'un décret d'utilité publique signé du premier ministre. Ce décret autorisera le début des expropriations et le commencement des travaux par EDF.

Pourtant les populations disent non !

- 10 000 personnes contre le projet le 8 mai 1977 au Pellerin.
- Refus de simulacre d'enquête d'utilité publique.
- Refus des municipalités de Cheix et du Pellerin de mettre leur mairie à la disposition de la commission d'enquête.
- Destruction des registres à Couéron et St-Jean de Boiseau.
- Nombreuses manifestations.
- Destruction d'une station de pompage installée contre l'avis des municipalités et des populations.
- Récupération de documents secrets d'EDF très révélateurs des pratiques manipulateurs d'EDF vis-à-vis des populations.
- Démission des municipalités de Cheix et Le Pellerin (...)

Cette marche coïncide avec la journée nationale « Gardons le Larzac ». Au Larzac les paysans et les populations luttent depuis 7 ans contre les expropriations que l'Etat veut imposer par l'extension d'un camp militaire.

NOTRE MOBILISATION PEUT FAIRE RECULER LE POUVOIR ET SES REPRESENTANTS LOCAUX !
TOUS A LA MARCHÉ DU PELLERIN
NON A LA CENTRALE DU PELLERIN
NON AUX EXPROPRIATIONS
NON A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
NON AU DEBUT DES TRAVAUX

Parcours :

- 9 h : Le Pellerin
- 10 h : Couéron
- 11 h : La Chabossière
- 11 h 45 : Mairie de St-Herblain
- 13 h : Pique nique Place centrale St-Herblain ZUP
- 14 h : Départ vers Nantes
- 15 h 30 : Place Zola vers Nantes centre.

SOCAE-Bordeaux

On tiendra

Les deux cents ouvriers de la SOCAE des chantiers de Nériadeck, à Bordeaux, entraînent, lundi, dans leur 3e semaine de grève, entamée avec force le 10 octobre.

Cadences effrénées, chantage aux primes, salaires de misère, racisme de la maîtrise, problèmes importants de la sécurité et d'autres encore.

La grève a commencé après la remise de la paye. Le patron avait promis de fortes primes si les cadences étaient tenues. Mais pour la paye, rien. Alors, sur les deux chantiers de Nériadeck, la réponse ouvrière unie, CGT-CFDT, Français-immigrés, a été : ça suffit, on arrête !

Les revendications sont :

- 3 F de plus par heure que ce que prévoit la grille Aquitaine ;
- Une heure de route payée car la convention collective, signée en 1977 par les seuls syndicats FO et CFTC, entraînait une perte d'une heure à une heure et demie payée ;
- Ils réclament aussi la création d'un restaurant de chantier.

La conscience de l'exploitation, la détermination dans la lutte se retrouvent aussi dans la dénonciation des contrats de chantiers et de l'interim.

térin. Cette dénonciation est concrètement prise en charge par la revendication d'embauche des sous-contrats et des intérimaires.

Dès le début, la force et la volonté des ouvriers de la SOCAE s'affirmaient en plusieurs langues sur des bandeaux de papier collés aux alentours immédiats des chantiers.

L'aspect déterminant de cette lutte sera certainement l'unité à la base réalisée dans le comité de grève.

Ce comité de grève qui regroupe des délégués de chaque syndicat, CGT et CFDT, de chaque équipe, de certaines catégories (intérim) ainsi que des délégués des autres chantiers.

Lundi 23 octobre, le patron est venu pour les négociations sur le chantier occupé. Ce seul fait prouve la force des ouvriers en grève et qui occupent. Après deux heures de discussion, il n'en est rien sorti, le patron étant venu en espérant intimider les ouvriers.

Mauvais calcul, car c'est encore plus déterminés, après cette réunion ouverte à tous les ouvriers de la SOCAE, qu'ils se sont attaqués aux tâches d'information, collectes, démarches de solidarité auprès d'autres entreprises.

L'unité à la base et dans l'action, réalisée sur le chantier de la SOCAE, est le plus sûr chemin de la victoire.

ENNA de Lille Des classes sans profs, sans matériels On manifeste

Mercredi 25 octobre 1978, les stagiaires de l'ENNA de Lille (Ecole normale nationale d'apprentissage) qui forme les professeurs de CET étaient dans la rue.

Partis de l'école, à Villeneuve d'Ascq, en cortège de voitures ornées de mots d'ordre, les stagiaires ont sillonné les rues des villes avoisinantes pour se rendre au rectorat... où se trouvaient déjà un millier d'étudiants en manifestation.

Ils entendaient ainsi protester contre les conditions de leur accueil (pas de logement fourni, pas de crèche pour des gens qui viennent de Toulouse, Nîmes, Pau, etc) et pour que leur section ait des professeurs et du matériel. Plusieurs sections ont été créées sans le moindre enseignant pour les encadrer et n'ont pas de matériel, comme en économie sociale et familiale. Dans d'autres sections des enseignements ne sont pas assurés en heures supplémentaires.

Pour les stagiaires de l'ENNA de Lille, ce n'est qu'un début d'action, d'autres initiatives sont à suivre au niveau local et national.

Correspondant ENNA.

**AFFICHEZ
L'H.R.**



BLOC-NOTES

A l'occasion de la parution
de **L'Humanité Rouge**
en tant qu'organe central
du PCML

**Abonnements spéciaux
pendant une durée
d'un mois**

**L'abonnement d'un mois :
15 F francs**

Cette forme d'abonnement s'adresse
aux nouveaux abonnements et non
aux réabonnements

Librairie les Herbes sauvages

70, rue de Belleville, Paris 20e

Les horaires d'ouverture de la librairie changent. A partir du 2 novembre, la librairie sera ouverte le lundi, mardi et jeudi de 13 h à 19 h. Le mercredi, vendredi et samedi, elle sera ouverte de 10 h à 19 h.

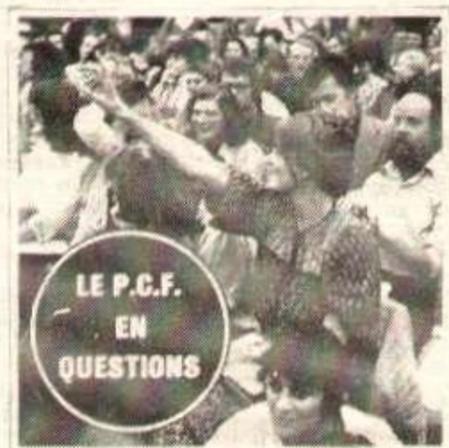
Nous rappelons que le premier tome du nouveau livre d'E-100 « Histoire du Mouvement communiste international : 1848-1917 » est disponible.

Vient de paraître également le No 4 du *Peuple français* avec un dossier consacré aux paysans.

La bande dessinée *Fils de Chine* peut être trouvée à la librairie ainsi que le livre sur la libération de Phnom Penh, *Phnom Penh libérée*.

Prolétariat

programme courant : actes d'une stratégie
contre les auteurs : critique des positions d'Albinet
le p.c.f. et la classe



Prix 14 F
Passez vos commandes à *Prolétariat* - BP 320 13213
Marseille Cedex 1
CCP - 2130 89 H (Marseille)

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Le traité de paix et d'amitié sino-japonais (1)

1972-1978 : 6 années de négociations, 6 années de grands changements dans le monde



Le vice-premier ministre Teng Siao-ping échange des toasts avec le premier ministre japonais, Takeo Fukuda, au cours du banquet offert en son honneur par ses hôtes japonais. Il aura fallu plus de six ans de négociations entre les deux pays. Ce traité est le premier traité international qui comporte une clause antihégémonique.

L'essence du traité c'est la clause antihégémonique

En signant le traité de paix et d'amitié avec la Chine, le Japon donne un exemple de clairvoyance aux autres pays du monde en butte aux pressions de l'URSS. La signature de la clause antihégémonique est une nouvelle pierre dans la construction du front anti-hégémoniste. C'est un encouragement pour tous les pays et les peuples, cela prouve qu'il est possible de résister aux menaces.

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 25 octobre, Teng Siao-ping a d'ailleurs affirmé que la clause antihégémonique était « l'essence », « le point central » du traité : « C'est la première fois qu'une telle situation (la clause antihégémonique) figure dans un traité international. L'établissement définitif du principe anti-hégémonique est d'une grande signification internationale actuelle ».

UN FACTEUR DE PAIX

Que ce traité ait pu être signé entre un pays socialiste du tiers monde et un pays capitaliste développé montre qu'il est possible d'unir le tiers monde et les pays impérialistes qui ne sont pas des superpuissances, sur une base juste : la lutte contre l'hégémonie. Le traité n'est d'ailleurs pas un chèque en blanc à d'éventuels rêves hégémonistes du Japon, comme le pensent certains. En effet, la clause stipule bien : « Les parties contractantes déclarent qu'aucune d'elles ne doit rechercher l'hégémonie dans la région d'Asie et du Pacifique ou dans une autre région quelconque et que chacune d'elles s'oppose aux efforts tentés par tout autre Etat ou groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie. » Le traité de paix et d'amitié est donc bien une contribution positive à la défense de la paix et de la sécurité, il n'a pas lieu d'inquiéter les pays voisins, comme le prétend l'URSS. Quant à la Chine, elle a inscrit dans sa Constitution qu'elle ne sera jamais une superpuissance. Et Teng Siao-ping a déclaré : « Si la Chine ne respecte pas ce vœu, que les peuples du tiers monde et le peuple chinois s'associent pour renverser le gouvernement chinois ».

Non, le traité de paix et d'amitié sino-japonais n'est pas le symbole d'un nouveau « péril jaune ». C'est au contraire un obstacle de plus au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale par les superpuissances, une contribution au renforcement de la paix.

C'est aussi un exemple du patient travail diplomatique de la Chine auprès d'un pays du second monde pour amener celui-ci à prendre ses distances vis-à-vis des superpuissances.

Pour toutes ces raisons, nous espérons que ce traité ne sera que le premier d'une longue liste, marquant sur le plan diplomatique le processus d'union de toutes les forces susceptibles de s'opposer à l'hégémonisme et donc à l'isolement des puissances hégémonistes. C'est une nouvelle preuve de la justesse de l'analyse des trois mondes.

Claude LIRIA.

Le traité de paix et d'amitié sino-japonais dont nous avons déjà souligné la grande importance politique n'a pas fini de faire parler de lui. Que ce soit pour son contenu politique (ce qui est l'aspect principal) ou pour les implications économiques qui en découlent, ce traité constitue ni plus ni moins « une première mondiale ».

Aujourd'hui, nous allons rappeler le contexte historique qui a permis la signature du traité ainsi que sa portée politique internationale. Demain, nous aborderons la question des conséquences économiques, en particulier les accords importants conclus entre la Chine et le Japon.

La signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais est l'aboutissement d'un long processus engagé depuis 1972 entre les deux pays.

Mais il faut d'abord le resituer dans un cadre beaucoup plus large que celui des seules relations sino-japonaises.

DES ANNEES CAPITALES

Le 15 novembre 1971, la Chine rentre triomphalement à l'ONU. Sur le plan diplomatique, son isolement prend fin. De plus en plus nombreux sont les chefs d'Etat du tiers-monde qui se succèdent à Pékin. Les points communs sont évidents : la lutte anti-impérialiste, et plus précisément la lutte contre les deux superpuissances, USA et URSS.

Le 21 février 1972, Nixon arrive à Pékin. Sa visite qui fait l'effet d'une bombe dans le monde, est un recul américain sur bien des points. Fini le temps où l'impérialisme US faisait la loi et imposait ses vues ! Les USA sont obligés de reconnaître qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taïwan en fait partie. Le communiqué commun indique également l'opposition des deux parties à ce que « des grandes puissances partagent le monde en sphère d'influence ». C'est donc en fait la condamnation par les USA eux-mêmes de leur propre politique ! Cette visite confirme de manière éclatante que l'impérialisme américain n'est plus en position offensive mais au contraire en position de recul.

Le 25 septembre 1972, le premier ministre japonais, Tanaka, arrive en Chine populaire. C'est la première prise de contact au niveau gouvernemental depuis 1949. Cela marque un changement de la politique étrangère japonaise, sa volonté d'une plus grande indépendance vis-à-vis des USA et le désir d'un rapprochement avec ses voisins.

Du côté chinois, cela marque le début d'une longue lutte sur le plan politique et diplomatique pour arracher le Japon à l'emprise des superpuissances et obtenir la signature d'un traité de paix. Un projet de traité est d'ailleurs élaboré dès cette époque.

En outre, si la Chine entretient des relations toujours meilleures avec les pays du tiers-monde, elle commence aussi à développer des contacts avec les

pays capitalistes développés, appliquant ainsi sa politique d'union du plus grand nombre de forces possibles contre les deux superpuissances.

Mais les difficultés vont commencer. Si les USA ne voient pas d'un trop mauvais œil ce rapprochement (quoiqu'ils n'aient pas beaucoup que leur « protégé » prenne ainsi des décisions dans les consults), les pressions viennent plutôt du côté soviétique.

LE DEBUT DE L'OFFENSIVE IMPERIALISTE DE L'URSS EN ASIE

Dès la visite de Tanaka en Chine, l'URSS suspend la négociation du traité de paix qu'elle devait conclure avec le Japon, espérant ainsi amener son voisin à réfléchir.

Pressions et offres alléchantes se succéderont tout au long de ces six années pour tenter d'empêcher la signature du traité sino-japonais.

Mais pourquoi cette opposition si farouche à ce traité ?

Les années 1970 voient des changements notables dans la région asiatique. D'une part, les USA perdent du poil de la bête, même s'ils conservent une grande emprise sur certains pays.

En Indochine, ils se heurtent à l'opposition farouche des peuples, la fin de leur domination est proche. D'autre part, l'URSS pointe le bout de son nez : en 1971, elle suscite une guerre entre l'Inde et le Pakistan, provoquant la sécession du Bengladesh. Elle attise les revendications territoriales de l'Inde sur les Etat voisins et continue sa politique de séduction au Vietnam et au Laos dans le but de prendre la place des Américains quand ils en seront chassés. Elle poursuit sa politique d'encercllement de la Chine.

Or, la Chine est en discussion avec le Japon pour que le traité contienne une clause dénonçant toute volonté d'hégémonisme. Se sentant visée, (pourquoi, si elle n'a pas d'ambition hégémoniste comme elle le prétend ?) l'URSS va tout faire pour empêcher le Japon d'accepter ce traité et isoler la Chine.

PRESSIONS ET OFFRES ALLECHANTES

Elle menace par exemple

d'annuler le traité soviéto-japonais. Elle envoie ses bateaux de pêche prendre le poisson dans les eaux territoriales japonaises, provoquant la colère des pêcheurs japonais. Elle refuse de discuter de la restitution des quatre îles Kouriles qu'elle occupe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que c'est un préalable exigé par le Japon pour une signature d'un traité de paix avec l'URSS. Mieux encore, non contente de poursuivre sa domination sur ces îles japonaises, l'URSS y installe une base militaire, un aérodrome et y envoie ses soldats.

En même temps que les pressions, l'URSS essaye la tactique de la séduction : elle fait miroiter aux industriels japonais la possibilité d'exporter en commun le vaste marché qu'offre la Sibirie.

Après plusieurs années d'hésitations, les choses se précipitent. En janvier 1978, le ministre des Affaires étrangères japonais se rend à Moscou en vue d'élaborer un traité de paix. Mais c'est l'échec sur toute la ligne pour l'Union soviétique : devant le refus de l'URSS de discuter de la restitution des îles Kouriles, le Japon reste ferme et déclare alors qu'il ne signera pas le traité. Le ministre japonais dénoncera par la même occasion l'arrogance de l'Union soviétique, dans la façon de mener les débats. Au même moment, le Japon annonce son intention de signer prochainement le traité de paix avec la Chine et un accord économique portant sur 20 milliards de dollars est signé en février entre les deux pays.

Six mois plus tard, le traité est signé à Pékin. Le 22 octobre, Teng Siao-ping se rend à Tokio pour sa ratification. La fureur de l'URSS n'a d'égal que sa défaite.

L'Agence Tass et la Pravda multiplient les déclarations d'hostilité de genre : « Nous considérons tout traité contenant une clause anti-hégémonique sous quelque forme que ce soit comme un acte hostile à l'égard de l'Union soviétique ». Les menaces se précisent : « Le gouvernement soviétique serait obligé de prendre certaines mesures défensives à l'égard du Japon dans tous les domaines économiques, scientifiques, technologiques et militaires ». Enfin, cette semaine, l'Agence Tass a déclaré que le traité sino-japonais « présente un danger pour tous ceux qui se trouvent à proximité immédiate de la Chine ». Après avoir usé et abusé des menaces et des flatteries sur le Japon, l'URSS met en marche son arsenal de propagande antichinoise pour effrayer les voisins de la Chine.

Claude LIRIA

(A suivre)